

# De l'argent de poche ou des investissements pérennes ?

Macron tombe le masque !

Après avoir voulu faire croire, cet été, à un retour de « l'État stratège » avec la « nationalisation » de la société STX, le gouvernement confirme, par la voix du Premier ministre, une vague de désengagements de l'État avec la cession, par l'Agence de participations de l'État (APE), de plus de 10 milliards d'euros d'actifs.

La vente de 4,1 % du capital d'Engie (ancien Gaz de France Suez) a été effectuée dès le 4 septembre !

D'autres entreprises pourraient être concernées, notamment : Air France KLM, Aéroports de Paris, Orange, Safran, Renault, etc.

Le gouvernement juge-t-il que les secteurs de l'énergie, des transports, des télécoms, de l'industrie ne seraient plus stratégiques ?

C'est là une nouvelle confirmation de l'absence dramatique de véritable stratégie de politique industrielle, alors même que le rôle de l'État dans ce domaine et ces différents secteurs est crucial.

Loin d'une rupture avec la gestion financiarisée des entreprises, le gouvernement, sous l'impulsion du président de la République, confirme et accélère la cession d'actifs de l'État, à l'instar de la vente des autoroutes en 2006.

L'enjeu industriel est une question politique majeure, la CGT s'oppose au désengagement de l'État au sein des entreprises où il détient des participations !

Il s'agit de maintenir des milliers d'emplois, d'assurer un haut niveau d'investissement, de conserver un socle productif de haut niveau, de garder une maîtrise technologique, de préserver nos outils industriels et les savoir-faire.

Stratégiquement, il s'agit d'échapper, comme le dénoncent différents experts, au risque de « vassalisation » du système productif français.

La politique gouvernementale de désindustrialisation de notre pays atteint un seuil inquiétant, la France recourant à l'importation pour satisfaire 60 % de ses besoins.

La gestion financière et spéculative à court terme des entreprises se fait au détriment de l'investissement dans les outils de production et les capacités humaines.

La rémunération croissante et indécente des actionnaires (51 milliards d'euros au premier semestre 2017), qui l'a emporté sur une vision à long terme de réponse aux besoins du pays, risque fort de déboucher sur une nouvelle crise financière.

## **La CGT porte l'exigence de :**

- maintenir et renforcer la place de l'État au sein de ces secteurs stratégiques ;
- recréer un socle industriel fort sur le territoire national ;
- porter une stratégie de politique industrielle sur le long terme ;
- investir dans les capacités humaines, la recherche, la créativité et l'innovation ;
- transformer l'industrie afin de permettre les transitions écologiques et énergétiques tout en utilisant les possibilités offertes par les technologies.
- sécuriser les salariés dans des collectifs de travail ;
- recréer des écosystèmes ancrés dans les territoires qui permettent de développer au mieux et au plus près les activités industrielles ;
- donner des droits nouveaux aux salariés dans les conseils d'administration des entreprises afin qu'ils participent aux orientations stratégiques.

Si la politique du gouvernement est cohérente – désindustrialisation, cession des parts de l'État, casse du Code du travail, etc. –, la riposte des salariés doit l'être aussi.

C'est l'objectif du processus de mobilisations engagé le 12 septembre prochain partout en France !

Montreuil, le 7 septembre 2017